

*L'Adresse—M. Howie*

Vont-ils se décider à s'occuper sérieusement de cette région? Les chances en sont minces. Ils doivent tout d'abord essayer de se dégager adroitement de la promesse qu'ils ont faite à l'Ontario au sujet du prix du pétrole, à savoir qu'ils obtiendraient une bonne partie des recettes provenant du pétrole sans appliquer la taxe d'accise, et arriver à s'entendre avec les provinces productrices, tout en étouffant le mouvement d'hostilité qui a été déclenché par leur campagne dans l'Ouest et les soupçons que celle-ci a éveillés. Je doute qu'ils y arrivent, peu importe le temps dont ils disposent. D'ici deux ans, ils se remettront à gouverner à la petite semaine, passant d'un sondage Gallup à un autre. La moitié du cabinet essaiera de recueillir des voix pour se faire élire à la tête du parti et l'autre moitié se mettra en chasse pour essayer d'obtenir un poste dans le nouveau régime. Ces préoccupations ne laissent présentement rien de bon pour le bloc politique le plus ignoré du pays.

Bien avant cela, d'autres choses les distrairont des vrais problèmes: le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) sera occupé à trouver des explications rationnelles à son hypocrisie dans la question des taux d'intérêts et à calmer les inconditionnels de l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Il y a dans cela une triste ironie.

Les soi-disant nationalistes de l'économie n'ont aucune difficulté à reconnaître ce que la vassalisation économique coûtera à l'Ontario, mais ils ne se rendent pas compte que les provinces de l'Atlantique sont aussi réduites à l'état de colonies des provinces centrales, mais encore davantage.

Enfin, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) usera-t-il de son pouvoir discrétionnaire aussi promptement pour redresser les anomalies du régime d'assurance-chômage dans les provinces de l'Atlantique qu'il l'a fait pour aider les travailleurs de la région de Windsor qui est représentée par trois ministres au cabinet? J'espère de tout cœur que je ne me trompe pas à ce sujet et qu'on assistera à une transformation miraculeuse de leur caractère, comme c'est arrivé à Paul sur le chemin de Damas. Mais il est tellement plus pratique de maintenir l'état de dépendance des régions en leur accordant des prestations de bien-être et en faisant de petits cadeaux spéciaux aux amis du parti.

La circonscription de York-Sunbury est généralement plus prospère que les secteurs avoisinants, mais elle a ses laissés-pour-compte et ses désavantagés, ses problèmes et ses possibilités. Il y a dans York-Sunbury la base des Forces armées canadiennes de Gagetown, le plus grand camp militaire du Commonwealth britannique. Quand le gouvernement Clark a laissé le pouvoir, le projet d'expansion de la base prévoyait la construction d'installations d'entraînement de 40 millions de dollars d'ici 1985. Il faut que ce projet se réalise pour donner de l'emploi à un grand nombre de Canadiens qui cherchent du travail dans la construction. Il importe au plus haut point que les installations d'entraînement à la base de Gagetown servent davantage parce que les Forces armées ont besoin de personnel formé et la ville militaire d'Oromocto, en fait, tout le centre du Nouveau-Brunswick, a besoin des importantes retombées économiques.

Ma circonscription compte aussi l'Université du Nouveau-Brunswick, l'une des excellentes maisons d'enseignement du Canada. Depuis 1973, on a beaucoup travaillé à concevoir un

complexe de la science forestière qui regrouperait les intérêts fédéraux, provinciaux et universitaires en la matière au même endroit dans notre capitale. Ces travaux ont abouti à un plan directeur qui est en voie de réalisation. Le gouvernement provincial, l'université et le gouvernement Clark se sont tous engagés à mener cet important projet à bonne fin et je m'appliquerai à rappeler cet engagement au gouvernement fédéral et à en réclamer la réalisation.

Le gouvernement fédéral a en son pouvoir de donner l'une des impulsions qui lanceraient le Nouveau-Brunswick sur la voie de l'expansion économique. Le réseau d'énergie électrique du Nouveau-Brunswick produit 2,200 mégawatts d'électricité. Très bientôt, un projet d'énergie thermique fournira 640 mégawatts de l'usine de Pointe Lepreau. C'est un programme exigeant de fortes concentrations de capitaux, mais si le gouvernement fédéral payait le coût total de l'usine, le réseau de 2,200 mégawatts s'enrichirait de 640 mégawatts d'énergie bon marché. Il est certain que le prix de cette énergie serait faible et créerait un climat très favorable à l'expansion industrielle au Nouveau-Brunswick. L'Île du Prince-Édouard est reliée au réseau du Nouveau-Brunswick par un câble sous-marin et cette province pourrait elle aussi bénéficier d'une telle subvention.

● (2030)

Pour sa part, le réseau de la Nouvelle-Écosse produit à peu près 1,600 mégawatts d'énergie électrique et bientôt des usines thermiques situées près des houillères de Lingan ajouteront 300 mégawatts de plus. On projette également de construire deux autres usines qui produiront au moins 300 mégawatts. Si le gouvernement fédéral est disposé à payer le coût de construction de ces usines, la Nouvelle-Écosse bénéficierait d'un avantage semblable.

Le gouvernement fédéral peut donc réduire le prix de l'énergie électrique dans les provinces maritimes, sans compter qu'il existe un rapport direct entre le montant de ces investissements et le prix de l'énergie électrique dans les Maritimes.

Je voudrais maintenant parler brièvement du développement du Nord du Nouveau-Brunswick. Les ports de Dalhousie et de Belledune font l'objet d'une étude destinée à déterminer leur rôle futur. J'ai hâte de connaître les conclusions du rapport car je pense que ces deux ports ont un avenir intéressant. De même, je suis en faveur de l'aménagement d'une fonderie moderne pour traiter le minerai et fournir ainsi de bons emplois au Nouveau-Brunswick. Le gouvernement va-t-il insister pour que le minerai extrait de l'Arctique canadien soit traité ici au lieu d'être envoyé vers une terre lointaine?

L'expansion du commerce et de l'industrie dans les provinces Maritimes passe nécessairement par les ports de Saint-Jean et d'Halifax. Ces ports en eau profonde, accessibles toute l'année, donnent sur l'océan Atlantique et peuvent accueillir les plus gros bateaux du monde. Si on pouvait exploiter à fond leurs possibilités, des navires du monde entier viendraient s'y amarrer pour notre plus grand profit. Ce serait l'endroit idéal pour y aménager des usines de montage et toutes les provinces maritimes, grâce à un réseau de transport moderne, pourraient en partager les bénéfices grâce au commerce accru qui accompagne toujours les expansions portuaires, comme la nuit succède au jour.